



## ÉTUDE DE CAS

# LES OUTILS DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE POUR LUTTER CONTRE LE RADICALISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT AU NIGER

**Auteurs :** Bobuin Jr Valery et Koffi Dovene

## CONTEXTE

Le Niger est un pays d'Afrique de l'Ouest qui compte 24,4 millions d'habitants et s'étend sur une superficie de 1 267 000 kilomètres carrés<sup>1</sup>. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde et il a récemment été secoué par une instabilité politique résultant d'une série de coups d'État<sup>2</sup>. C'est un pays enclavé avec sept frontières<sup>3</sup> : la Libye au nord-est, le Tchad à l'est, le Nigeria au sud, le Bénin et le Burkina Faso au sud-ouest, le Mali à l'ouest et l'Algérie au nord-ouest. Le pays se trouve donc dans la région du Sahel, une vaste région semi-aride d'Afrique qui sépare le désert du Sahara au nord et les savanes tropicales au sud<sup>4</sup>. En 2022, le nombre de décès dus au terrorisme dans cette région a dépassé le nombre total de décès en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En outre, selon les statistiques, ces décès dans la région du Sahel représentaient 43 % de tous les décès liés au terrorisme dans le monde en 2022, contre seulement 1 % en 2007<sup>5</sup>.

L'extrémisme violent sous forme de terrorisme a commencé à prendre racine au Niger au début des années 2010. Amnesty International retrace cette évolution progressive<sup>6</sup> : en janvier 2011, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a enlevé deux citoyens français dans la capitale, Niamey. Ces otages ont été tués lors d'une tentative de libération

qui a échoué. En octobre 2014, des groupes armés ont attaqué simultanément un poste de sécurité au camp de réfugiés maliens de Mangaïzé, la prison de Ouallam et une patrouille militaire à Bani Bangou, tous situés dans la région de Tillabéry, près de la frontière avec le Mali<sup>7</sup>. En 2015, les attaques de Boko Haram ont accru l'intensité de l'extrémisme violent au Niger. En février, le village de Bosso, dans le sud-est du Niger, à la frontière avec le Tchad, et la ville de Diffa, à l'extrême est du Niger, à la frontière avec le Nigeria, ont été attaqués<sup>8</sup>. En avril, l'île de Karamga a également été attaquée, entraînant la mort de 46 soldats et de 28 civils. De nouveau, en juin, les villages de Lamana et Ngounao, dans la région de Diffa, ont été attaqués, tuant 38 personnes, dont dix enfants<sup>9</sup>. En 2019, plus de dix groupes extrémistes opéraient au Niger, au Burkina Faso et au Mali<sup>10</sup>.

Cette éruption de violence en 2015 a marqué le début d'une réponse ouvertement militariste de l'État pour lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent. Près d'une décennie plus tard, le pays n'est toujours pas débarrassé de ce fléau. En outre, plusieurs coups d'État ont été orchestrés sous prétexte de l'insécurité qui sévit dans le pays<sup>11</sup>. L'armée estime qu'elle est la mieux placée pour gérer le pays durant de telles périodes, ce qui conduit à une approche de plus en plus militaire. Cependant, malgré l'arrivée au pouvoir de l'armée en juillet 2023, les attentats extrémistes se multiplient<sup>12</sup>. Partant de ce constat, cette étude, qui s'appuie sur des recherches sur ordinateur, des entretiens et des observations, souligne les limites de la réponse ouvertement militaire de l'État et propose les outils de la justice transitionnelle comme réponse efficace pour lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent au Niger.

## **The Global Initiative for Justice, Truth and Reconciliation**

In 2014, the International Coalition of Sites of Conscience (ICSC) launched the Global Initiative for Justice, Truth and Reconciliation (GIJTR), a consortium of nine international organizations focused on offering holistic, integrative and multidisciplinary approaches to issues of truth, justice and reconciliation. GIJTR works primarily with local populations, civil society organizations, survivors and governments to develop transitional justice approaches that are victim-centered, collaborative, and support dignity, respect, inclusion, and transparency in societies emerging from conflict or periods of authoritarian rule. Since its founding, GIJTR has engaged 801 local civil society organizations; 78 countries; 43 publications; collection of over 8,000 narratives of human rights violations; and supported 588 civil society organizations dealing with human rights violations.

**For more information, please visit [gijtr.org](https://gijtr.org).**



**GIJTR**  
Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation

## CARTOGRAPHIE DES FORMES D'EXTRÉMISME

Eraliev établit un lien entre le fanatisme religieux et l'extrémisme religieux. Le premier dénote une adhésion méticuleuse à l'interprétation stricte de la religion, tandis que le second va plus loin en incluant l'action violente pour garantir cette adhésion<sup>13</sup>. Hexham identifie le djihad comme une forme d'extrémisme religieux<sup>14</sup>. Depuis peu, cette forme de radicalisme et d'extrémisme violent est la plus répandue au Niger. Les groupes djihadistes justifient le recours à la violence en se fondant sur leur interprétation des textes et des principes religieux. Iannacone et Berman présumant que les djihadistes « sont prêts à tuer parce qu'ils embrassent des théologies qui sanctionnent la violence au service de Dieu. Ils n'éprouvent aucune sympathie pour leurs victimes, qu'ils considèrent comme des ennemis de Dieu. Et ils sacrifient volontiers leur propre vie parce qu'ils s'attendent à des récompenses immenses et immédiates dans l'au-delà en échange du martyre »<sup>15</sup>. Les principaux groupes actifs au Niger sont l'État islamique d'Irak et du Levant dans le Grand Sahara (EIIL-GS), Boko Haram, EIIL-Afrique de l'Ouest et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>16</sup>. Le GSIM est un amalgame de la branche saharienne d'AQMI, d'al-Mourabitoune, d'Ansar al-Dine et du Front de libération du Macina<sup>17</sup>. Cette forme d'extrémisme se caractérise principalement par des attaques suicides, des enlèvements et des agressions visant les populations militaires et civiles.

Les groupes d'autodéfense constituent également une autre manifestation de l'extrémisme violent. Avec les fréquents conflits entre éleveurs et agriculteurs qui se terminent souvent par de violents accrochages, les communautés créent des groupes armés pour se défendre ou attaquer d'autres communautés qui menacent leurs moyens de subsistance. En fait, depuis 2010, il y a eu plus de 15 000 décès liés à la violence entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre, et la moitié d'entre eux se sont produits depuis 2018<sup>18</sup>.

## FACTEURS CONTRIBUANT À LA RADICALISATION

### I. FACTEURS NATIONAUX ET LOCAUX

L'exclusion économique, le chômage et les possibilités limitées de mobilité ascendante conduisant à l'aliénation ou à la frustration sont les principaux facteurs de la radicalisation menant à l'extrémisme violent au Niger. C'est ce que révèle le rapport du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Journey to extremism in Africa*<sup>19</sup>. Dans ce contexte, le Niger est le troisième pays le plus pauvre du monde<sup>20</sup>. En outre, le PNUD estime que l'indice de pauvreté multidimensionnelle du Niger est de 91 %<sup>21</sup>, tandis que la Banque mondiale indique que 44,1 % de la population vit dans l'extrême pauvreté<sup>22</sup>. Les groupes extrémistes exploitent cette situation en offrant des opportunités de revenus aux personnes qui les

rejoignent. Par exemple, les primes versées pour les enlèvements constituent une sorte d'emploi ou d'activité économique rentable. Ces groupes offrent également des récompenses financières aux civils qui espionnent les positions militaires, facilitant ainsi les attaques.

La pauvreté qui alimente le radicalisme et l'extrémisme violent est en grande partie due à la mauvaise gouvernance. Transparency International classe le Niger au 123<sup>e</sup> rang des pays les plus corrompus au monde, sur 180<sup>23</sup>. La corruption est l'un des facteurs les plus importants du radicalisme et de l'extrémisme violent au Niger. Nombreux sont ceux qui pensent que les fonctionnaires utilisent leur argent mal acquis pour abuser et soumettre les citoyens vulnérables<sup>24</sup>. Cette corruption, en plus de priver le pays de l'utilisation efficace des ressources financières dont il a tant besoin, est également une source de privation du droit de vote des citoyens à l'égard de l'État.

En outre, la religion est également un facteur essentiel du radicalisme et de l'extrémisme violent dans le pays. Les groupes extrémistes actifs au Niger, comme Boko Haram et le GSIM, prêchent des interprétations radicales de l'islam et du Coran, qui justifient le recours à la violence. Ils sont motivés par la nécessité de créer un État islamiste fonctionnant selon la « vraie » loi islamique<sup>25</sup>. Ces groupes sont considérés comme des « sectes islamiques millénaristes, inspirées par [...] des prédicateurs hérétiques, mais charismatiques »<sup>26</sup>. Dans ce contexte, de nombreux Nigériens se radicalisent dans l'extrémisme violent sous la forme du djihadisme. Dans le même ordre d'idées, la colère de l'opinion publique à l'égard de l'Occident augmente rapidement, ce qui permet aux prédicateurs extrémistes de radicaliser de nombreuses personnes au sein de groupes extrémistes. Récemment, plusieurs manifestations ont eu lieu au Niger pour appeler à l'expulsion des troupes françaises et de l'ambassade de France du pays<sup>27</sup>.

Il existe également une relation parallèle entre le changement climatique et les tensions entre agriculteurs et éleveurs en tant que facteurs du radicalisme et de l'extrémisme violent au Niger. Le changement climatique a poussé les éleveurs nomades peuls du Sahel plus au sud, où ils rivalisent pour l'accès à la terre et à l'eau avec les agriculteurs sédentaires zarma. Au niveau local, des conflits ethniques sporadiques se sont produits, faisant des victimes<sup>28</sup>. Ces communautés ont souvent recours à la création de groupes d'autodéfense qui constituent des facteurs du radicalisme et de l'extrémisme violent. Raineri ajoute une autre dimension à ce facteur, en reconnaissant l'impact des rythmes des saisons des pluies, de la montée et de la descente des eaux du fleuve Niger, et des rotations des mouvements de troupeaux transhumants, qui conduisent à des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Toutefois, il affirme que cette catégorie de conflit éclate principalement « en raison des lacunes des systèmes de gouvernance et des mécanismes de résolution des conflits destinés à réguler l'accès aux ressources naturelles »<sup>29</sup>.

## II. FACTEURS ÉTRANGERS

En outre, la plupart des problèmes d'insécurité observés au Niger aujourd'hui peuvent être attribués aux conséquences de la destitution de Mouammar Kadhafi en tant que président de la Libye en 2011. La Libye a sombré dans le chaos, entraînant des conséquences socioéconomiques dévastatrices pour le Sahel. Eljarh décrit avec justesse la réalité nigérienne dans l'ère post-Kadhafi lorsqu'il affirme :

Les pays voisins de la Libye [...] dans la région du Sahel ont dû faire face à l'afflux de centaines de milliers de rapatriés traumatisés et appauvris, ainsi qu'à l'afflux d'un nombre non spécifié et non quantifiable

d'armes et de munitions provenant de l'arsenal libyen [...] l'afflux a clairement le potentiel d'exacerber davantage une situation déjà précaire et fragile dans ces pays<sup>30</sup>.

Deux conséquences se dégagent de cette affirmation. Premièrement, le Niger, comme les autres pays du Sahel, a subi un coup économique sévère, avec l'augmentation du taux de chômage et la diminution des envois de fonds en provenance de Libye, ce qui a créé des opportunités à exploiter pour les groupes extrémistes. Deuxièmement, étant donné l'état chaotique de la Libye, les groupes extrémistes ont trouvé facile d'étendre leurs activités dans le sud, vers le Sahel voisin, avec une nouvelle facilité d'acheminement des armes pour soutenir leurs activités.

## **PROFIL DES COMMUNAUTÉS À RISQUE**

Toutes les communautés des sept frontières du Niger sont exposées au risque de radicalisme et d'extrémisme violent<sup>31</sup>. Le Niger dans son ensemble est donc concerné. En outre, c'est le seul pays au monde qui compte une présence d'affiliés à l'EIL sur trois de ses frontières<sup>32</sup>. Koepf indique que « l'objectif des terroristes—qui opèrent à travers les frontières—est de déstabiliser les gouvernements locaux et de cibler les intérêts occidentaux de manière asymétrique »<sup>33</sup>. La région d'Agadez, dans le nord du Niger, partage une frontière avec la Libye et constitue également une zone à risque. Le 23 mai 2013, un attentat suicide contre une installation militaire à Agadez a tué 34 personnes, dont 24 membres des forces armées<sup>34</sup>. Le même jour, une autre attaque suicide a été perpétrée, visant un site d'uranium géré par la société nucléaire française Areva dans la ville d'Arlit<sup>35</sup>. L'organisation terroriste Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest a revendiqué ces attentats. Il s'agit de l'une des trois factions salafistes djihadistes qui ont pris le contrôle du nord du Mali à la suite du coup d'État militaire de mars 2012 à Bamako<sup>36</sup>. Il convient de noter que ces attaques ont été planifiées et mises en œuvre depuis le sud de la Libye<sup>37</sup>.

La région de Tahoua, dans le sud du Niger, présente un profil à risque. Au total, 177 civils ont été tués le 21 mars 2020 lors d'une attaque terroriste dans les villages d'Akifakif, de Bakorat et d'Intazayene dans le district de Tillia<sup>38</sup>. Par ailleurs, le 9 décembre 2019, des extrémistes ont attaqué un camp militaire, causant la mort de trois soldats<sup>39</sup>. Les communautés du sud du Niger ont été la cible d'attaques djihadistes incessantes. Les forces armées ont particulièrement fait les frais de ces attaques. Quatre soldats et deux policiers ont été tués lorsque des terroristes ont attaqué une base militaire gouvernementale dans la ville d'Abala le 31 mai 2017<sup>40</sup>. Le 2 juillet 2017, des insurgés présumés de Boko Haram ont attaqué le village de Kablewa, dans le sud du Niger, tuant au moins neuf personnes<sup>41</sup>.

À l'est, la région de Diffa est particulièrement vulnérable aux machinations de Boko Haram depuis 2015<sup>42</sup>. Le 13 décembre 2020, des terroristes de Boko Haram ont attaqué le village de Toumour dans la région de Diffa, tuant 30 villageois et détruisant environ 800 foyers et plusieurs véhicules<sup>43</sup>. Une dimension sexuée du risque est également observée dans cette région, qui partage une frontière avec le Nigeria. Les femmes constituent une communauté très exposée. De nombreux enlèvements de femmes à grande échelle ont été perpétrés par des djihadistes. Le premier d'entre eux a eu lieu le 2 juillet 2017, lorsque des djihadistes ont fait irruption dans le village de Nguéléwa, à Diffa, entraînant la mort de neuf adolescents et de 33 femmes, ainsi que l'enlèvement de six enfants<sup>44</sup>. Ce phénomène s'est intensifié entre 2019 et 2020. Certaines

femmes libérées étaient parfois enceintes et ont révélé qu'elles avaient été enlevées principalement pour apporter un soutien matériel aux combattants masculins et pour servir dans des rôles domestiques, en cuisinant et en s'occupant d'eux<sup>45</sup>.

L'ouest du Niger est une autre zone à risque, car des militants djihadistes ont mené des attaques dans ces communautés, en particulier dans les régions de Tillabéri et de Dosso. Par exemple, le 21 février 2021, sept membres de la commission électorale du Niger ont été tués lorsque leur véhicule a heurté une mine terrestre<sup>46</sup>. En outre, le 10 mai 2020, des militants de l'EILL-GS ont attaqué deux villages, tuant une vingtaine de villageois et volant du bétail<sup>47</sup>. Les attaques se sont intensifiées au cours de l'année 2021<sup>48</sup>. Le 21 janvier, 101 civils ont été tués lorsque des terroristes ont attaqué deux villages dans le district de Tondikiwindi<sup>49</sup>. Le 16 mars, 64 civils ont été tués lorsque des terroristes ont attaqué les villages de Banibangou, Chinagodrar et Darey-Dey<sup>50</sup>. Le 4 mai, également, 200 terroristes ont attaqué un avant-poste militaire près de Banibangou, tuant plus de 15 soldats. Lors d'une seconde attaque le même jour, des terroristes ont également tué 20 personnes à Chinagodrar<sup>51</sup>. De nouveau, 69 civils ont été tués le 2 novembre lorsque l'EILL-GS a attaqué le village de Banibango<sup>52</sup>. Les militaires sont particulièrement menacés dans ces communautés. L'attaque la plus meurtrière contre eux a été enregistrée lors de l'attaque de Chinagodrar le 9 janvier 2020, lorsque l'EILL-GS a attaqué une base militaire, tuant au moins 89 soldats<sup>53</sup>. Cela s'est produit un mois après que la ville voisine d'Inates a été frappée par l'EILL-GS, entraînant la mort de 71 soldats<sup>54</sup>. Cette région est également exposée à de violents affrontements entre agriculteurs et gardiens de troupeaux peuls. En 2005, dans le village d'Amota, l'un de ces affrontements a causé la mort de 11 personnes<sup>55</sup>.

## **ANALYSE DE LA RÉPONSE MILITAIRE**

**La réponse initiale à la menace de l'extrémisme violent et du radicalisme au Mali a été militaire. Lorsque la situation sécuritaire dans le Mali voisin a commencé à se détériorer au début des années 2010, le gouvernement nigérien a réagi en renforçant sa présence sécuritaire dans le nord, en prévision d'une menace extrémiste potentielle<sup>56</sup>. La menace s'est toutefois finalement concrétisée et s'est ancrée dans la société. Depuis lors, il y a eu une augmentation significative des activités militaires soutenues par d'importantes subventions étrangères, mais le radicalisme et l'extrémisme violent n'ont pas été vaincus.**

La réponse militarisée va des déclarations d'état d'urgence aux opérations de combat à part entière. Le 16 février 2014, le Niger a rejoint le G-5 Sahel pour lutter contre Boko Haram<sup>57</sup>. Le 10 février 2015, le Parlement nigérien a approuvé à l'unanimité l'envoi de troupes pour participer à l'offensive régionale visant Boko Haram<sup>58</sup>. En outre, le 1er novembre 2017, le Niger a demandé aux États-Unis de déployer des drones armés pour combattre les extrémistes au Niger. Le 18 décembre 2017, le gouvernement a également prolongé de trois mois l'état d'urgence dans la région de Diffa<sup>59</sup>. Puis, le 10 janvier 2018, le Parlement italien a autorisé le déploiement de 470 soldats supplémentaires au Niger. Le 11 novembre 2018, l'Allemagne a également envoyé environ 900 soldats dans la région du Sahel, dont 40 soldats déployés au Niger. En outre, jusqu'en octobre 2023, quelque 1500 soldats français ont été déployés au Niger, où ils ont formé les militaires et mené des opérations conjointes contre les djihadistes<sup>60</sup>.



## POINTS FORTS

La réponse militaire a enregistré quelques succès notables. Elle a réduit la capacité des extrémistes au Niger. Par exemple, le 10 octobre 2014, les troupes françaises ont détruit un convoi d'Al-Qaïda au Niger qui transportait des troupes de la Libye vers le Mali<sup>61</sup>. De même, le 14 septembre 2016, les forces armées nigériennes ont tué 30 militants de Boko Haram près du village de Toumour, dans la région de Diffa, au sud-est du pays<sup>62</sup>. Le 11 mai 2020, des soldats ont tué 25 insurgés de Boko Haram à Diffa<sup>63</sup>, et en août 2021, 50 insurgés ont également été tués à Diffa, au prix de la vie de 16 soldats<sup>64</sup>. Ces opérations contribuent à renforcer la confiance des citoyens dans l'État. Il est clair que la réponse militariste a eu quelques succès, mais à un coût considérable en vies humaines. De plus, ces groupes djihadistes continuent d'opérer à ce jour, des années après des opérations militaires intenses et nombreuses. Cette approche ne s'attaque manifestement pas aux causes profondes du radicalisme et de l'extrémisme violent.

## FAIBLESSES

La limite la plus importante de la réponse militaire est qu'après presque une décennie de combats, elle n'a pas encore mis fin au radicalisme et à l'extrémisme violent au Niger. Elle a également coûté cher en vies humaines. Au cours des opérations militaires, plusieurs soldats ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions. Qui plus est, l'intensification de l'approche militaire s'est accompagnée d'une augmentation des violations des droits de l'homme. À de nombreuses reprises, des personnes ont été détenues illégalement et torturées par les forces armées parce qu'elles étaient soupçonnées d'avoir des liens avec des groupes extrémistes<sup>65</sup>. Cela peut accroître le risque de radicalisation de ces personnes. En outre, une approche militariste accrue nécessite une augmentation des dépenses publiques. Le Niger est déjà l'un des pays les plus pauvres du monde, et les ressources qui pourraient être utilisées pour fournir des services plus essentiels sont maintenant détournées vers des approches militaires qui ne permettent pas de lutter efficacement contre le radicalisme et l'extrémisme violent. Le pays s'enfonce ainsi encore plus dans la pauvreté.

## **LA MESURE DANS LAQUELLE LES RÉPONSES APPORTÉES JUSQU'À PRÉSENT ONT ÉTÉ QUALIFIÉES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE ET LES EXPÉRIENCES EXISTANTES À AMÉLIORER**

Avant le coup d'État militaire de juillet 2023, certaines réponses du gouvernement pouvaient être qualifiées de justice transitionnelle. Dans une sorte de démarche de réconciliation, le gouvernement du Niger a appelé en 2016 à la reddition volontaire et à l'amnistie des militants de Boko Haram dans la région de Diffa. Le 4 février 2019, un centre d'accueil officiel pour les insurgés de Boko Haram qui se sont rendus volontairement a été créé à Goudoumaria par arrêté du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation, des Affaires coutumières et religieuses<sup>66</sup>. En 2019, plus de 375 anciens affiliés de Boko Haram, dont 30 femmes, avaient déjà bénéficié du programme de réhabilitation socioéconomique du centre<sup>67</sup>. En outre, en 2022, le gouvernement a reconnu la nécessité d'engager un dialogue avec les dirigeants djihadistes à Tillabéri<sup>68</sup>. Cette approche, qui complétait l'approche militaire par des mécanismes de justice transitionnelle, contrastait fortement avec l'approche régionale. Cela explique pourquoi l'intensité du radicalisme et de l'extrémisme violent au Niger a été moindre que celle qu'ont connue le Mali et le Burkina Faso voisins.

De nombreux dialogues locaux ont été organisés avec divers acteurs (traditionnels et de la société civile), et les efforts de médiation communautaire ont été valorisés. Cela a conduit à la signature d'un accord de paix entre les communautés Foulani et Zarma à Banibangou le 21 janvier 2023<sup>69</sup>. Cet accord est essentiel, car ces conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les principaux facteurs du radicalisme et de l'extrémisme violent. Des partenaires internationaux tels que l'UNICEF et le HCR ont apporté une aide essentielle au gouvernement pour renforcer ces approches communautaires de lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent. Plus de 350 «clubs Dimitra» ont été créés dans 60 villages, regroupant plus de 10 000 membres, afin de relever les défis communautaires et d'aider les femmes à occuper des postes de direction dans la prévention et la résolution des conflits<sup>70</sup>. Cette initiative s'est avérée particulièrement efficace dans les communautés à risque, comme la ville de Fabidji dans la région de Dosso, qui connaît souvent des conflits entre agriculteurs et éleveurs<sup>71</sup>.

En outre, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, hébergée par la présidence, et l'Unité de Coordination nationale des Programmes de stabilisation et de désengagement, supervisée par le ministère de l'Intérieur, ont été créées. Cette réforme institutionnelle a été essentielle pour gérer avec succès les rébellions touarègues successives<sup>72</sup>. Mal gérées, elles ont eu tendance à créer des opportunités qui ont permis la montée du radicalisme et de l'extrémisme violent. Les groupes djihadistes pouvaient également en tirer parti. Avant le coup d'État, les réponses du Niger étaient dans une certaine mesure fondées sur les outils de la justice transitionnelle, y compris les approches communautaires. Le pays s'attaquait efficacement au radicalisme et à l'extrémisme violent, et ces réponses existantes devraient être renforcées pour leur valeur en s'attaquant à la cause profonde de ce phénomène.



## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Niger a mieux réussi que ses voisins à lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent. Le gouvernement avait pris conscience de la nécessité d'intégrer une approche de justice transitionnelle. Cette approche s'est avérée fructueuse jusqu'au coup d'État de juillet 2023. Cela reflète un thème commun que les militaires utilisent pour justifier leurs actions : ils sont les mieux placés pour gérer l'État<sup>73</sup> en raison de leur structure organisationnelle, de leur discipline et de leur cohésion, des qualités qui, selon eux, les rendent capables de gérer efficacement une crise extrémiste<sup>74</sup>. Cependant, les coups d'État sont susceptibles de perturber les processus de justice transitionnelle<sup>75</sup>. Néanmoins, sur la base de cette étude, les recommandations suivantes sont faites au gouvernement et aux parties prenantes concernées (locales et internationales) :

- Renforcer les infrastructures locales et les mécanismes communautaires pour prévenir et gérer les conflits susceptibles de déboucher sur la violence extrémiste.
- Impliquer les femmes, les jeunes et les communautés locales dans les initiatives de prévention de la violence.
- Donner la priorité à la protection civile non armée dans la prévention de l'extrémisme violent.
- Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité pour limiter les abus et les frustrations en introduisant des formations sur les droits de l'homme.
- Encourager les mécanismes de réconciliation entre les communautés en conflit afin de limiter les vengeances aveugles.
- Intégrer la culture, la citoyenneté et l'éducation dans les mesures de prévention de l'extrémisme violent.
- Favoriser le dialogue avec les groupes armés non étatiques.
- Encourager les anciens combattants à retourner dans leurs communautés respectives et créer les conditions d'un pardon à l'échelle de la communauté.

## Endnotes

- 1 BBC News, « Niger country profile » (4 août 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-africa-13943662> (consulté le 12 octobre 2023).
- 2 CIA, « The World Fact Book: Niger » (2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/niger/> (consulté le 12 octobre 2023).
- 3 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2020/niger/#:~:text=Terrorist%20groups%20active%20in%20Niger,attacks%20in%20Niger%20during%202020> (consulté le 12 octobre 2023).
- 4 Nations Unies, « Le Sahel : une terre d'opportunités » Africa Renouveau. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/africarenewal/fr/sahel/le-sahel-une-terre-d%E2%80%99opportunit%C3%A9s> (consulté le 12 octobre 2023).
- 5 Institute for Economics and Peace (IEP), « Global Terrorism Index 2023: Measuring the Impact of Terrorism », 2023, p. 4. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2023/03/GTI-2023-web-170423.pdf> (consulté le 29 septembre 2023).
- 6 Amnesty International, « Niger: national security too often a justification for human rights violations », Contribution d'Amnesty International à l'Examen périodique universel des Nations Unies, janvier-février 2016, p. 3-4.
- 7 *Ibid.*
- 8 *Ibid.*
- 9 *Ibid.*
- 10 Gabriel Katz, « Gender Differentiated Drivers of Violent Extremism » FHI 360 Sahel CVE Research (2020), p. 1.
- 11 BBC News, « Niger soldiers declare coup on national TV » (27 juillet 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-africa-66320895> (consulté le 12 octobre 2023).
- 12 BBC News, « Niger attack: Jihadists kill dozen of soldiers in deadliest raid since coup » (3 octobre 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-africa-66991696> (consulté le 12 octobre 2023) ; BBC News, « Niger attack: Soldiers killed by hundreds of jihadists in Kandadji » (29 septembre 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-africa-66956989> (consulté le 12 octobre 2023).
- 13 Eraliev Sherzod, « Religious Extremism », S. Sayapin, R. Atadjanov, U. Kadam, G. Kamp, N. Zambrana-Tévar et N. Quéniwet (éditeurs), *International Conflict and Security Law: A Research Handbook*, T.M.C. Asser Press, p. 1161.
- 14 Irving Hexham, « Religious extremism in Sub-Saharan Africa », Service des situations d'urgence et de la sécurité de l'UNHCR, Writen et Paper No 19/2001 (2002) p. 1.
- 15 Laurence Iannaccone et Eli Berman, « Religious extremism: The good, the bad and the deadly », *Public Choice* (2006), p. 109.
- 16 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2020/niger/#:~:text=Terrorist%20groups%20active%20in%20Niger,attacks%20in%20Niger%20during%202020> (consulté le 12 octobre 2023).
- 17 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2021/niger/> (consulté le 12 octobre 2023).
- 18 Leif Brottem, « La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Bulletins de la sécurité africaine* no 39 (2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://africacenter.org/fr/publication/la-complexite-croissante-des-conflits-entre-agriculteurs-et-eleveurs-en-afrique-de-louest-et-centrale/> (consulté le 12 octobre 2023).
- 19 Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Journey to extremism in Africa*, 2017, p. 5. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english\\_0.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english_0.pdf) (consulté le 7 octobre 2023).
- 20 PNUD, « Human Development Insights » Human Development Reports (2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/data-center/country-insights#/ranks> (consulté le 12 octobre 2023).
- 21 PNUD, « Unstacking global poverty: data for high impact action », Briefing note for countries on the 2023 Multidimensional Poverty Index (2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/NER.pdf> (consulté le 12 octobre 2023).
- 22 Banque mondiale, « Le pays en bref : Niger ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/niger/overview> (consulté le 12 octobre 2023).
- 23 Transparency International, « Country data: Niger » (2022). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.transparency.org/en/countries/niger> (consulté le 14 octobre 2023).
- 24 Luca Raineri, « If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel ». *International Alert* (2018).
- 25 Andrew Walker, « What is Boko Haram? » Special Report, United States Institute of Peace, 2012, p. 3.
- 26 *Ibid.*, p. 9.
- 27 Aljazeera, « Photos: Huge protests in Niger demand French forces to leave » (3 septembre 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/gallery/2023/9/3/photos-huge-protests-in-niger-call-for-french-forces-to-leave> (consulté le 14 octobre 2023).
- 28 Climate Diplomacy, « Farmer-Herder Conflict between Fulani and Zarma in Niger ». Disponible à l'adresse suivante : <https://climate-diplomacy.org/case-studies/farmer-herder-conflict-between-fulani-and-zarma-niger> (consulté le 14 octobre 2023).
- 29 Luca Raineri, « If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel ». *International Alert* (2018), p. 23.
- 30 Mohamed Eljarh, « Security challenges and issues in the Sahelo-Saharan region: The Libya perspective » Friedrich-Ebert-Stiftung, 2016, p. 13. Disponible à l'adresse suivante : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14016.pdf> (consulté le 14 octobre 2023).
- 31 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2020/niger/#:~:text=Terrorist%20groups%20active%20in%20Niger,attacks%20in%20Niger%20during%202020> (consulté le 16 octobre 2023).
- 32 *Ibid.*
- 33 Tobias Koepf, « Terrorist attacks in Niger: not another Mali » Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (2013), p. 2.
- 34 *Ibid.*
- 35 *Ibid.*
- 36 *Ibid.*
- 37 *Ibid.*
- 38 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2021/niger/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 39 University of Central Arkansas, « Niger (1960-present) », Government, Public Service and International Relation. Disponible à l'adresse suivante : <https://uca.edu/political-science/home/research-projects/dadm-project/sub-saharan-africa-region/niger-1960-present/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 40 *Ibid.*
- 41 *Ibid.*
- 42 *Ibid.*
- 43 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2020/niger/#:~:text=Terrorist%20groups%20active%20in%20Niger,attacks%20in%20Niger%20during%202020> (consulté le 16 octobre 2023).
- 44 Elizabeth Pearson et Jacob Zenn, « Boko Haram, the Islamic State, and the Surge in Female Abductions in Southeastern Niger », ICCT Research Paper (2021), p. 9.
- 45 Jacob Zenn et Elizabeth Pearson, « Women, Gender and the evolving tactics of Boko Haram », *Journal of Terrorism Research* (2014).

- 46 University of Central Arkansas, « Niger (1960-present) », Government, Public Service and International Relation. Disponible à l'adresse suivante : <https://uca.edu/political-science/home/research-projects/dadm-project/sub-saharan-africa-region/niger-1960-present/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 47 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2020/niger/#:~:text=Terrorist%20groups%20active%20in%20Niger,attacks%20in%20Niger%20during%202020> (consulté le 16 octobre 2023).
- 48 Département d'État des États-Unis, « Country Reports: Niger » (2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2021/niger/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 49 *Ibid.*
- 50 *Ibid.*
- 51 *Ibid.*
- 52 *Ibid.*
- 53 Moussa Aksar, « Niger army base attack death toll rises to at least 89: security sources » (11 janvier 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.reuters.com/article/us-niger-security-idUSKBN1ZAOTH> (consulté le 16 octobre 2023).
- 54 *Ibid.*
- 55 Reliefweb, « Niger: 11 killed in clashes between farmers and Fulani herdsmen » (9 mai 2005). Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/niger/niger-11-killed-clashes-between-farmers-and-fulani-herdsmen> (consulté le 17 octobre 2023).
- 56 Tobias Koepf, « Terrorist attacks in Niger: not another Mali » Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (2013), p. 1.
- 57 University of Central Arkansas, « Niger (1960-present) », Government, Public Service and International Relation. Disponible à l'adresse suivante : <https://uca.edu/political-science/home/research-projects/dadm-project/sub-saharan-africa-region/niger-1960-present/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 58 Rapport de la Présidente de la Commission sur la mise en œuvre du Communiqué PSC/AHG/COMM.2 (CDLXXXIV) sur le groupe terroriste Boko Haram et les efforts internationaux connexes, paragr. 7.
- 59 University of Central Arkansas, « Niger (1960-present) », Government, Public Service and International Relation. Disponible à l'adresse suivante : <https://uca.edu/political-science/home/research-projects/dadm-project/sub-saharan-africa-region/niger-1960-present/> (consulté le 16 octobre 2023).
- 60 Sam Mednick, « French troops are starting to withdraw from Niger and junta leaders give UN head 72 hours to leave », AP (11 octobre 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://apnews.com/article/france-niger-coup-military-withdrawal-bfa3afe3dfa034dabe3dce265540411> (consulté le 16 octobre 2023).
- 61 France 24, « French forces "destroy" al Qaeda weapons convoy in Niger » (10 octobre 2014). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.france24.com/en/20141010-french-forces-destroy-al-qaeda-weapons-convoy-niger> (consulté le 16 octobre 2023).
- 62 Reuters, « Clash with Boko Haram in Niger kills five soldiers, 30 militants » (14 septembre 2016). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-niger-idUSKCN11KOUS> (consulté le 16 octobre 2023).
- 63 Human Rights Watch, « Niger : Une vidéo montre des soldats en train de tuer des hommes blessés » (12 juin 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/06/12/niger-une-video-montre-des-soldats-en-train-de-tuer-des-hommes-blesses>.
- 64 Aljazeera, « Niger: At least 16 soldiers killed in Boko Haram attack » (25 août 2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/25/niger-at-least16-soldiers-killed-in-boko-haram-attack> (consulté le 17 octobre 2023).
- 65 Amnesty International, « Niger: national security too often a justification for human rights violations », Contribution d'Amnesty International à l'Examen périodique universel des Nations Unies, janvier-février 2016, p. 5-6.
- 66 ISS, « Getting Goudoumaria right: are Boko Haram defectors reintegrating safely? » (8 décembre 2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://issafrica.org/iss-today/getting-goudoumaria-right-are-boko-haram-defectors-reintegrating-safely> (consulté le 17 octobre 2023).
- 67 *Ibid.*
- 68 ISS, « Is Niger's counter-terrorism approach an exception in the Sahel? » (5 avril 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://issafrica.org/iss-today/is-nigers-counter-terrorism-approach-an-exception-in-the-sahel> (consulté le 17 octobre 2023).
- 69 *Ibid.*
- 70 Nations Unies, « In Niger, farmers and pastoralists work together to resolve dispute ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/peacebuilding/fr/content/niger-success-story> (consulté le 17 octobre 2023).
- 71 *Ibid.*
- 72 ISS, « Is Niger's counter-terrorism approach an exception in the Sahel? » (5 avril 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://issafrica.org/iss-today/is-nigers-counter-terrorism-approach-an-exception-in-the-sahel> (consulté le 17 octobre 2023).
- 73 Rosemary H T O'Kane, *The Likelihood of Coups* (Avebury: Gower Publishing Company Limited) 1987:5.
- 74 Berekt Selassie, *The Executive in African Governments* (Pearson Education) 1974:223 ; Tunguru Huaraka, « The Effects of Military Coups d'Etat and Regimes on Human Rights in Africa », *Afrika und das Völkerrecht/Africa and International Law*, 1988:14.
- 75 Bobuin Valery, « Navigating Turmoil: Military coups in Africa and their Intricate dance with transitional justice », African Transitional Justice Hub (2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://atjhub.csvr.org.za/navigating-turmoil-military-coups-in-africa-and-their-intricate-dance-with-transitional-justice/> (consulté le 17 octobre 2023).



**GIJTR**

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation